



Contre une Europe libérale au service des multinationales

A LA CONSTITUTION

Imposons une Europe sociale au service des peuples

Dans tous les domaines, c'est toujours la logique du marché qui l'emporte sur toute autre considération dans le projet de Constitution européenne qui sera soumis à référendum le 29 mai prochain. C'est parce qu'elle refuse de voir entériner définitivement les principes du libéralisme comme valeurs fondatrices de l'Union Européenne et parce qu'elle exige la mise en œuvre d'une autre Europe qui garantisse des droits sociaux de haut niveau, que l'Union syndicale Solidaires combat cette Constitution qui doit être rejetée.

**Femmes
Fiscalité**

Emploi

**Droits sociaux
Services publics**

L'Europe libérale aujourd'hui, c'est :

- ▶ **Un chômage de masse** de près de 10% dans l'Europe des 25 et jusqu'à 30% dans certaines régions ;
- ▶ **Le développement de la précarité et la pauvreté** qui touchent en priorité les femmes, les jeunes, les personnes sans qualification, les immigrés, les mères isolées... ;
- ▶ **La réduction des indemnités de chômage** et la remise en question des minima sociaux ;
- ▶ **Le chantage aux délocalisations** qui devient le moyen de faire accepter aux salarié-es toutes sortes de régressions sur le temps de travail, les salaires ou les effectifs ;
- ▶ **La généralisation de la flexibilité de l'emploi**, le travail à temps partiel, qui est rarement choisi, et qui entraîne des salaires très faibles et ensuite des droits sociaux et à la retraite réduits...

Union
syndicale
Solidaires

93 Bis rue de Montreuil - 75 011 Paris

La Constitution
programme la poursuite
et l'aggravation de ces
politiques antisociales

Une Constitution au service du patronat

- ▶ la Constitution mentionne 176 fois le mot banque, 88 fois le mot marché, 29 fois le mot concurrence, mais pas une seule fois le mot chômage !
- ▶ la suprématie de la stabilité des prix et l'encadrement strict des budgets des Etats interdisent toute politique de relance de l'emploi !
- ▶ la réduction des droits des chômeurs doit les inciter à prendre n'importe quel emploi.
- ▶ "le marché unique où la concurrence est libre et non faussée" est l'objectif central de la Constitution. C'est la possibilité pour les entreprises de délocaliser et d'aller là où les législations sociales et fiscales sont le plus favorable aux profits !
- ▶ dans tous les pays la main d'œuvre va devoir s'adapter rapidement aux exigences des entreprises et des patrons qui vont pouvoir encore plus facilement flexibiliser et précariser.

Des droits en régression

**Nous ne
voulons pas
de cette
Constitution
libérale
au service des
multinationales
des marchés et
des pouvoirs
financiers**

La Charte des droits fondamentaux (partie 2 de la Constitution) ne reconnaît pas certains droits essentiels.

- Le droit au travail n'est plus inscrit ! L'article II-75 reconnaît seulement "le droit de travailler" et "la liberté de chercher un emploi" (comment pourrait-on l'interdire!) C'est bien différent du droit au travail, c'est à dire du droit à disposer d'un emploi. Il s'agit d'un recul, puisque ce droit est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.
- De même, ne sont plus reconnus les droits à un revenu minimum, au logement, à une pension de retraite ou aux allocations de chômage !
- Il n'y a aucune reconnaissance du SMIC, ni a fortiori d'un SMIC européen, qui serait pourtant indispensable pour éviter le dumping social.

Tous ces droits sont particulièrement importants pour les chômeurs, les bas salaires, les bénéficiaires de minima sociaux et les précaires, toutes catégories parmi lesquelles les femmes sont majoritaires. Ils n'ont pas été oubliés, ils sont tout simplement incompatibles avec la logique libérale qui est le fondement de cette Constitution !

— Une Constitution favorable au chômage... et contre le progrès social ! —

Le terme de "plein emploi" figure en tant qu'objectif dans l'article I-3 de la Constitution. C'est de la manipulation : il n'est plus jamais repris ensuite, et l'ensemble des mesures spécifiées dans la partie 3 de la Constitution s'oppose concrètement à sa réalisation. La politique de l'emploi inscrite dans la Constitution ne vise pas à réduire le chômage. Un volant conséquent de chômage est en effet bénéfique du point de vue libéral pour faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail ! Comme c'est difficilement avouable, la

Constitution s'abrite derrière une formule trompeuse : "atteindre un niveau d'emploi élevé" (article III-205). Tout est une question de définition, et le niveau d'emploi en question autorise en réalité des taux de chômage de plus de 10% ! "L'amélioration des conditions de vie et de travail.../..." est soumise à "la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie" (article III-209). Si on pense à toutes les régressions subies ces dernières années au nom de la compétitivité, on mesure que le progrès social est incompatible avec cette Constitution !

**AU NOM DE L'EUROPE SOCIALE
REJETONS CETTE CONSTITUTION**

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org